

LES DÉFIS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Quel choix de développement pour les pays indépendants de l'Océanie intertropicale ?

Ce que nous demandent les textes :

- L/ES/S : on analyse les difficultés économiques et sociales auxquelles les États nouvellement indépendants sont confrontés (contextualisation)
- STG : on montre que les nouveaux États indépendants sont confrontés à des défis économiques (lutte contre la pauvreté, développement (A - contextualisation) / On met en évidence les choix des pays en matière de développement, les résultats obtenus (B - étude de cas)
- ST2S : (A- pour l'Afrique sub-saharienne) on étudie les défis économiques (mise en œuvre d'un mode de développement, intégration à l'économie internationale, rapports à l'ancienne puissance coloniale) et sociaux (transition démographique, différentiels entre groupes sociaux, urbanisation) que doivent relever les nouveaux États indépendants / On montre quelles sont les difficultés auxquelles les États (océaniens) ayant accédé à l'indépendance sont confrontés aujourd'hui (B – étude de cas).

Problématiques, notions et concepts, mots-clés

À quelles difficultés économiques et sociales les États indépendants d'Océanie intertropicale sont-ils confrontés aujourd'hui ?	Terres aliénable, inaliénables, corruption, niche économique, paradis fiscal, blanchiment d'argent, rente stratégique, resort, MIRAB, remittances, AusAid, NZAid, FED, politique d'ajustement structurel
Quels défis économiques et sociaux les États indépendants de l'Océanie intertropicale doivent-ils relever ?	

Note importante : on consultera avec intérêt, sur cette question et sur ce même site, la mise au point proposée sur l'Océanie intertropicale en tant qu'interface. On pourra consulter également le site de la Commission européenne (suivre l'arborescence : développement – partenariat géographique – choix de pays).

Les États indépendants d'Océanie sont des pays pauvres, mais pas misérables. On n'y meurt pas de faim et la faiblesse des structures urbaines fait qu'il n'y a pas trop de déclassés. L'entraide fonctionne encore au sein des familles élargies. C'est le côté positif d'une coutume encore très présente et souvent bloquante, mais qui garantit à la société une certaine stabilité et une relative sécurité. On doit donc se garder de toute analyse catastrophiste qui ne prendrait en compte que les données statistiques, effectivement préoccupantes mais ne reflétant pas toujours la réalité. On sait par exemple combien il faut se méfier des indicateurs de niveau de vie comme le PNB/hab., la référence la plus fréquemment utilisée dans les pays du tiers-monde, faute de pouvoir disposer d'un IDH fiable.

Par ailleurs, il serait contre-productif de vouloir opposer des pays indépendants dont on mettrait en exergue les difficultés à des pays autonomes dont on vanterait le haut niveau de vie. Une telle démarche conduirait à des conclusions hâtives, non dénuées de coloration politique, et qui là aussi ne reflèteraient pas la réalité du terrain. On ne peut jauger sans risque une société de pays en développement en la rapportant aux standards de vie occidentaux.

Ceci dit, le bilan économique et social de ces pays n'est pas bon et il faudra essayer d'en comprendre les raisons.

1- Défi démographique et problèmes sociaux

Des États en pleine transition démographique

Tous les pays indépendants de l'Océanie intertropicale se trouvent en pleine transition démographique. Ils ont aujourd'hui, mais depuis peu, quitté la phase 1 (très forte natalité et mortalité relativement

faible) pour entrer à des degrés divers dans la phase 2 (une natalité qui se met à baisser). La plupart pointent à des taux de natalité situés entre 35 et 25 ‰ et leur taux d'accroissement naturel demeure élevé (autour de 20 ‰). Les pays mélanésiens, très ruraux et où la terre ne manque pas, peuvent plus ou moins absorber une telle augmentation de population. Il n'en est pas de même des pays polynésiens qui ont largement recours à l'émigration. Des indicateurs, enfin, révèlent une situation sanitaire inquiétante. Ainsi, le taux de mortalité infantile dépasse les 50 ‰ en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux îles Salomon et au Kiribati, alors que l'espérance de vie de ces trois pays est respectivement de 54, 61 et 60 ans... On notera cependant que des pays affichent des résultats beaucoup plus positifs, comme les Palaos ou Tonga.

Enfin, d'une manière générale, les pays océaniques demeurent des pays très ruraux, si l'on veut bien oublier Nauru, qui est un cas très particulier. Moins de 20 % de population urbaine (PNG, Salomon), c'est excessivement peu. Vanuatu, les ÉFM ou Samoa sont guère mieux lotis (21 à 22 %). Ces taux trahissent un développement économique rudimentaire dans lequel l'agriculture traditionnelle, de subsistance, est dominante.

Ensembles géographiques	population (2009)	population (proj. 2015)	densité (2009)	% pop urb.	PNB / hab (1)
Fidji	845 000	892 000	46	46	6 000
P.N.G.	6 610 000	7 461 000	14	13	2 700*
Salomon	535 000	595 000	19	16	600
Vanuatu	240 000	278 000	20	21	1 700
E.F.Micronésie	111 000	116 000	158	21	2 300
Kiribati	100 000	110 000	122	43	2 800
Marshall	54 000	60 000	299	65	2 900
Nauru	9 700	10 500	465	100	5 000
Palaos	20 000	21 000	46	81	7 600
Samoa	183 000	200 000	62	22	2 000
Tonga	103 000	10 200	15	8	2 100
Tuvalu	11 000	9 600	427	47	1 600

Nlle-Cal.	251 000	270 000	13	60	15 000*
Pol. fr.	266 000	286 000	75	52	17 500*

(1) Les chiffres concernant le PNB/hab. sont très aléatoires d'une source à une autre. Il convient de les manier avec précaution.

Ensembles géographiques	taux nat. ‰	taux mort. ‰	tx ac. naturel ‰	tx acc. migr. ‰	enfants / femme	tx mort. inf. ‰ (1)	esp. vie (H/F)	âge médian
Fidji	22	9	13	- 8	2,6	20	64	26
P.N.G.	31	10	21	0	4,6	64	54	21
Salomon	35	8	27	0	4,6	66	61	20
Vanuatu	31	6	25	0	4,4	25*	66	20
E.F.Micronésie	25	6	19	- 15	4	38	68	20
Kiribati	28	8	20	- 1	3,4	52	60	21
Marshall	32	6	26	- 22	4,4	37*	67	19
Nauru	30	9	21	0	3,3	46	56	22
Palaos	14	8	6	0	2	20	69	34
Samoa	26	5	21	- 17	4,2	20	72	20
Tonga	27	7	20	- 17	4,2	19	69	21
Tuvalu	23	9	14	- 9	3,7	35	62	24

Nlle-Cal.	17	5	14	5	2,2	6	73	30
Pol. fr.	17	5	11	0	2,2	7	73	29

- 52 (Vanuatu), 60 (Marshall), selon d'autres sources ;

- (1) Les années de référence varient entre 1999 et 2007 suivant les pays

Sources croisées : CPS, Banque mondiale, Index mundi (CIA), OMS, FMI

Des États malades, qui souffrent de malnutrition

La couverture médicale rudimentaire et les carences dans l'information et l'éducation des populations ne permettent pas une bonne protection contre les épidémies ou certaines maladies comme le Sida.

Les maladies rôdant dans le Pacifique sont légion : le trio Sida-tuberculose-paludisme est le principal responsable d'une surmortalité dans certains pays (la Papouasie a été victime d'une grave épidémie de paludisme en avril 2006 : 137 morts dans seulement quatre villages des hauts plateaux). Maladies auxquelles il convient d'ajouter les deux affections typiques des pays pauvres (typhoïde et choléra), les infections par vecteur, en plus du palu (les dengues, par le biais des moustiques, la leptospirose), les infections respiratoires hors la tuberculose déjà citée (les gripes et le SARS) et enfin les maladies que des vaccins évitent (rougeole, rubéole et hépatite B). Mentionnons une grave épidémie de rougeole à Fidji en avril 2006...

Le paludisme (ou malaria) est une maladie endémique dans trois pays : la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Vanuatu et les îles Salomon... En Papouasie, le « palu » avait tué 500 personnes en 1992. Il en a tué 647 en 2002...

La tuberculose est la maladie par excellence sanctionnant le relâchement des normes sanitaires ou accompagnant l'appauvrissement d'un pays. Elle est bien plus virulente dans les pays indépendants de l'Océanie insulaire.

Au niveau du Sida, « très clairement, explique un médecin australien, la Papouasie est confrontée aujourd'hui à une situation comparable à ce qu'il y a de pire en Afrique centrale, et nous ne faisons que commencer à prendre la mesure du problème »...

Pacifique-Sud, l'état des lieux, Fenua Économie, 2006-2007, n°4.

Si l'on ne meurt pas de faim en Océanie, on se nourrit rarement convenablement. Les pays les plus riches (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Guam) sont touchés par le diabète, l'obésité, les maladies cardio-vasculaires. Les pays les plus pauvres quant à eux sont confrontés à la malnutrition.

Il est rare, dans nos régions baignées par la mer et souvent arrosées par d'abondantes pluies, qu'un peu de pêche et de cueillette ne permette pas de vaincre la faim. Il n'empêche, la pauvreté extrême et la malnutrition sont des réalités en Océanie. Les petits pays insulaires indépendants en sont les victimes...

On peut considérer que dans les petits États indépendants de la région, 28,5 % de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté... Les statistiques de prévalence du manque de poids chez les enfants de moins de cinq ans font apparaître (en 2002) des difficultés dans neuf pays : Micronésie (15 %), Kiribati (13 %), Marshall (27 %), Papouasie-Nouvelle-Guinée (25 %), Salomon (21 %), Vanuatu (12 %) ... Ces carences de poids vont de pair avec des carences en sels minéraux et vitamines : le développement physique et intellectuel de ces populations s'en trouve ralenti ...

À noter que ces pourcentages sont très en-deçà de la réalité pour tous ces pays : ces cas de malnutrition ont en effet été recensés à partir du nombre d'enfants hospitalisés, ce qui sous-entend l'existence d'hôpitaux. Ce n'est pas le cas sur la majeure partie du territoire des Salomon, de la Papouasie, du Vanuatu...

Pacifique-Sud, l'état des lieux, Fenua Économie, 2006-2007, n°4.

Et le statut des femmes ?

Beaucoup de pays de l'Océanie insulaire sont encore enfermés dans des types de relations hommes / femmes d'un autre âge, en particulier dans le monde mélanésien, où l'on continue dans bien des cas à acheter sa femme, ou ses femmes. C'est le lourd héritage de sociétés bloquées par la coutume et donc par le poids des Anciens, terriblement conservateurs en matière sociale. Les Églises de leur côté n'ont souvent fait qu'enfoncer le clou en promouvant l'archétype de la femme soumise donneuse d'enfants.

Quand on plonge dans les pays pauvres de la région, on tombe dans un univers où le statut de la femme est souvent celui d'un être entièrement soumis à la domination de l'homme... La femme y est encore souvent un objet de troc, une marchandise, réduite à des activités agricoles et domestiques, avec pour principale mission d'assurer la reproduction. Le tout sur fond de soumission et d'obéissance à ses « maîtres », pères et frères d'abord, mari et autres membres de la belle-famille ensuite.

Bien sûr, les seuls dominants de clans ne détiennent pas forcément tous les pouvoirs. Ici et là, les religions nouvelles sont venues diluer l'autorité des chefs, mais bien souvent à défaut du chaman d'hier c'est le pasteur qui décide de la sexualité des femmes dans sa paroisse. Régulation des naissances, planning familial, contraception sont des mots qui ne font qu'apparaître encore timidement dans de nombreuses régions d'Océanie. La situation la plus critique est celle de la femme mélanésienne, soumise à la coutume, à la religion, à l'homme en général...

En Micronésie comme en Polynésie, force est de constater que la liberté de manœuvre laissée aux femmes est un peu plus large, même si elle demeure très relative... En Micronésie, le rôle de la femme est différent puisque ces sociétés sont basées sur un système de matriarcat encore vivace, la terre se transmettant par la femme...

Pacifique-Sud, l'état des lieux, Fenua Économie, 2006-2007, n°4.

On notera toutefois que le statut de la femme est en train d'évoluer dans la plupart des pays océaniques. Sinon, comment expliquer la baisse très rapide des taux de natalité dans l'ensemble de la région (ils se situent entre 25 et 35 ‰ en 2008 – voir plus haut) ?

2 – Les handicaps au développement économique

Si les pays océaniques connaissent pour la plupart des difficultés au niveau du développement économique, c'est qu'ils sont sortis trop précipitamment de la colonisation. Au lendemain des indépendances, ils se sont trouvés avec des infrastructures rudimentaires, des richesses pillées, une classe politique restreinte, un environnement technologique dramatiquement insuffisant, des structures sociales n'autorisant que peu d'ouverture sur le monde moderne et marquées par de profondes inégalités, une situation financière catastrophique... Ils ne pouvaient s'inscrire, finalement, que dans la continuité de leur statut colonial : des pays exploités victimes des échanges inégaux nés de la mondialisation. De ce terrible constat, on fera ressortir quelques handicaps majeurs, sans avoir la prétention d'être exhaustif.

Le problème foncier

Un des grands obstacles au développement, c'est le problème foncier. Le respect de la société traditionnelle et donc de la coutume amène à vouloir préserver coûte que coûte le droit communautaire, au détriment parfois de certaines opérations économiques créatrices de richesses et d'emplois. Ces blocages ont pu éviter certaines spoliations foncières excessives ou de réelles atteintes à l'environnement, mais dans bien des cas elles n'ont été motivées que par un conservatisme social qui ne trouve pas sa place dans le monde d'aujourd'hui.

L'obstacle foncier en PNG

La propriété foncière se divise en deux catégories distinctes en PNG. La terre inaliénable, dite coutumière, possédée et contrôlée par les communautés indigènes selon leurs coutumes et la terre aliénable, qui a été délaissée par ses propriétaires traditionnels au bénéfice de personnes qui n'avaient aucun droit originel à leur égard. La terre aliénable représente 3 % seulement du foncier. Elle peut être nationalisée ou privée.

Dans les années 1950, l'entrave que représentait la terre coutumière à l'égard des initiatives économiques prises par les planteurs et l'administration coloniale australienne fut considérée comme un obstacle trop important pour être toléré. En 1952, fut votée une loi ayant pour but de permettre au gouvernement d'acquérir des terres pour des objectifs publics. La même année, une commission des terres indigènes fut chargée d'enregistrer les droits des propriétaires traditionnels. Cela se révéla impossible et ne furent finalement enregistrées que les terres aliénées. En 1964, une nouvelle loi foncière reprit ce dossier et exprima la volonté de l'administration coloniale de convertir le foncier collectif en propriétés privées. On fit en sorte que la propriété privée de la terre devienne une condition indispensable pour obtenir des arrangements en matière de crédit... Mais au moment de l'indépendance, la plupart des terres sont toujours coutumières.

Henry Okole, in *coutume autochtone et évolution du droit dans le Pacifique Sud*, L'Harmattan, 1995.

Résistances populaires à la privatisation des terres

La stratégie néolibérale en PNG se trouve en fait freinée par l'ampleur des terres qui échappent au droit capitaliste et relèvent de systèmes ancestraux de propriété communautaire, bloquant l'essor du secteur privé. Car la terre n'y fait qu'exceptionnellement l'objet d'une appropriation privée. Les systèmes fonciers se fondent, non sur la propriété individuelle, mais sur l'usage indivis des sols. Leur propriété appartient aux communautés rurales qui y vivent...

Si les liens de parenté ouvrent en général droit à leur usage (pas forcément égalitaire), la participation à des travaux collectifs peut suffire à recevoir des parcelles à cultiver. L'individu à qui la terre est affectée devient un gestionnaire temporaire de la propriété de l'ensemble du lignage, sans en disposer librement, car il lui est impossible de la vendre, la louer ou en disposer en dehors du cadre coutumier. Cette affectation détermine, par des règles spécifiques variant selon les groupes, toute une gamme de droits relatifs à l'usage des ressources qui en dérivent.

Ces droits d'usage posent bien sûr des problèmes aux autorités, notamment lorsqu'il s'agit de construire des ouvrages d'infrastructures. La solution en général adoptée consiste à verser des « compensations » aux propriétaires communautaires. Le trait original de la PNG est que les terres collectives couvrent encore... 97% du territoire national !

Les systèmes traditionnels restent d'une extraordinaire vivacité, malgré les pressions exercées par les transnationales et le FMI pour privatiser les terres.

En théorie, toutes les transactions foncières doivent être effectuées par le biais de l'État, seul autorisé à acheter et à louer des terres communautaires. Mais en pratique, ce dernier ne préserve les droits coutumiers que là où il n'y a pas eu de ressources naturelles découvertes. Partout ailleurs, il s'empare du sol pour en céder l'exploitation au capital étranger, avec tout ce qui lui est attaché, au-dessus, les forêts, et au-dessous : le cuivre de Bougainville, où l'État papouan-néo-guinéen vola au secours de Rio Tinto et choisit la guerre contre les populations locales ; le cuivre de Ok Tedi dans les Star Mountains, fief de la transnationale australienne BHP ; l'or de Lihir, le plus vaste gisement aurifère du monde hors d'Afrique du Sud ; mais aussi le nickel de Madang ; et bien sûr le pétrole...

Face aux pressions des bailleurs de fonds pour la poursuite de l'enregistrement de terres, l'État a constitué en 2001 un groupe d'experts chargés de rédiger un projet de loi sur la privatisation des terres coutumières, avant de reculer devant la révolte du peuple. Alternant âpres négociations sur le montant des dédommagements et répression des manifestants, il promeut l'essor de l'investissement des capitalistes étrangers, mais promet en même temps la protection légale aux indigènes.

Les résistances à la privatisation des terres en PNG n'ont cessé de s'amplifier au cours des dernières années. Le cas du conflit de Bougainville a assurément ouvert une brèche dans laquelle se sont engagés depuis nombre de groupes pour faire valoir leurs droits auprès des transnationales et de l'État. Les « réformes » du statut des terres coutumières sont au cœur de la plupart des mobilisations populaires organisées dans le pays

Ces résistances sont bien plus que des crispations sur un passé archaïque auxquelles on voudrait les réduire. Elles expriment la défense du droit tout à fait fondamental d'accès à la terre et de son usage collectif pour le bien-être de communautés qui sont agressées par le néolibéralisme. Elles traduisent une révolte contre les crimes écologiques causés par le pillage et les activités polluantes des transnationales. Elles s'articulent d'ailleurs sur des revendications plus globales, hostiles aux politiques d'ajustement structurel (PAS) du FMI.

À la fin du mois d'avril 2007, une forte mobilisation des communautés pour la défense de leurs droits inaliénables conduisait à la fermeture de la gigantesque mine d'or de Porgera dans la province de l'Enga...

Article de Rémy Herrera publié par Mondialisation.ca

Le problème des déviances politiques : corruption, protection, favoritisme...

La plupart des pays nouvellement indépendant ont connu des affaires de corruption plus ou moins graves. Les hommes au pouvoir ont trop souvent confondu bien public et bien privé. Détournements d'argent, emplois familiaux ou réservés aux « amis », achats de voix pour les élections, protection contre la justice sont monnaie courante dans beaucoup de pays de la région (pas forcément indépendants d'ailleurs). C'est que l'on fonctionne beaucoup, en Océanie, selon le principe du don / contre-don. L'homme politique au pouvoir n'est fort et respecté que s'il redistribue. Ces pratiques d'un autre temps sont sclérosantes pour l'économie et la société : tout l'argent ne va pas où il devrait aller et des personnes parfois incompetentes occupent des postes qui leur ont été accordés par favoritisme. L'économie ne peut bien tourner ainsi. Quelques affaires sont symptomatiques de ces pratiques illicites.

Le classement des pays selon leur degré de corruption

Selon *Transparency international* (« *the global coalition against corruption* »), les pays océaniques sont très largement touchés par la corruption. Sur les 178 pays répertoriés, on note que Samoa, le meilleur élève (?) arrive au 57^e rang, Kiribati au 84^e, Vanuatu au 98^e, les îles Salomon au 111^e, la Papouasie-Nouvelle-Guinée au 162^e et Tonga au 175^e !

On notera que Fidji n'a pas été classé.

Sources : World Audit, 2009

Attention, corruption...

Le règne sans partage du HRPP n'empêcha pas la corruption et le système clientéliste de perdurer. C'est ainsi qu'en 1999, pour le 20^e anniversaire de la création du HRPP, Luagalau Levaula Kamu, ministre des travaux publics du gouvernement Malielegaoi, fut assassiné en pleine cérémonie commémorative. Son assassin, Eletise Leafa Vitale, n'était autre que le fils de Leafa Vitale, lui-même ancien ministre des travaux publics et prédécesseur à ce poste de Luagalau Levaula Kamu. Il avait été remercié de son portefeuille de Ministre quelques mois plus tôt suite à un scandale de détournement de fonds publics que sa victime avait justement dénoncé. L'enquête confirma que Leafa Vitale était bien le commanditaire du meurtre. Il s'avéra également que Toi Akuso, membre du HRPP et ancien Ministre des postes, était également impliqué dans le complot.

D'après un article de Wikipedia sur la vie politique à Samoa

L'affaire Moti et les relations tendues entre la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Australie

En 2006, les relations entre les deux pays [Papouasie-Nouvelle-Guinée et Australie] empirent suite à "l'affaire Moti". Le 29 septembre, la police papoue arrête Julian Moti, un avocat d'origine fidjienne proche du premier ministre salomonais Manasseh Sogavare. L'arrestation se fait à la suite d'une demande d'extradition formulée par l'Australie. Moti a été accusé de viol sur mineure au Vanuatu en 1997, mais rappelle qu'il a déjà été innocenté par un tribunal ni-Vanuatu en 1999. Moti n'est pas immédiatement incarcéré, et se réfugie au Haut-commissariat salomonais à Port Moresby. Le 10 octobre, il s'envole vers les îles Salomon à bord d'un avion militaire papou, ce qui provoque une réaction furieuse de la part de l'Australie. Le gouvernement australien annule une visite programmée de Somare en Australie, et déclare que les principaux ministres papous, dont Somare, sont dorénavant interdits d'accès au territoire australien. Somare nie avoir autorisé l'utilisation d'un appareil militaire pour permettre à Moti de quitter la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Pourtant, un rapport commandé par un juge papou affirme que Somare et Sogavare auraient orchestré ensemble la fuite de Moti. S'en suit un bras de fer entre Somare et la justice papoue

En décembre 2007, le nouveau premier ministre australien Kevin Rudd rencontre Michael Somare à Bali. Les relations papou-australienne "ont traversé une période très difficile récemment", remarque Rudd, qui souhaite tourner la page et normaliser ces relations

Source : article de Wikipedia

L'insécurité

L'insécurité est un élément bloquant pour le développement économique dans la mesure où les investisseurs hésitent à s'engager dans des pays qu'ils jugent peu sûrs. Dans ce domaine là aussi, la Papouasie tient la corde...

Recommandations importantes :

La capitale, Port Moresby, ainsi que deux villes (Mount Hagen et Lae) connaissent l'insécurité (agressions à main armée, vols, cambriolages). Les grandes îles du Nord (Nouvelle-Bretagne et Nouvelle-Irlande) sont plus sûres, mais des vols peuvent se produire. La violence est présente dans les bidonvilles.

- ▶ Eviter de se promener seul, à pied en ville après 18h00 (nuit tombée), notamment pour une femme.
- ▶ La nuit (18h00 - 6h00) préférez circuler en convoi sur les routes de la capitale, portières verrouillées.
- ▶ Ne pas utiliser les transports en commun, ni les taxis après 16 heures (les grands hôtels ont des bus pour l'aéroport).
- ▶ Ne pas circuler dans les faubourgs des villes, ni dans les collines environnantes.
- ▶ Ne pas suivre quelqu'un qui se propose comme guide s'il n'est pas connu de vous.
- ▶ En arrivant à Port Moresby, prendre contact avec l'ambassade.
- ▶ Eviter les rassemblements de foule.

Recommandations du ministère des affaires étrangères français.

L'Australie intervient pour rétablir l'ordre en Papouasie Nouvelle-Guinée

PORT MORESBY (AFP), le 12-08-2004

L'Australie se lance dans une nouvelle intervention dans le Pacifique pour ramener l'ordre en Papouasie-Nouvelle-Guinée, un des endroits les plus dangereux du monde. De premiers éléments de la police et de l'administration ont commencé à arriver cette semaine dans cette île du Pacifique où un total de 230 policiers et une soixantaine de fonctionnaires sont attendus au cours des trois prochains mois pour lutter contre la criminalité, la corruption et la mauvaise gouvernance. L'opération qui doit durer cinq ans et coûter 900 millions de dollars australiens (640 millions de dollars US) s'inscrit dans la politique interventionniste du Premier ministre conservateur John Howard qui veut sortir un certain nombre de pays de la région d'une situation de crise favorisant le crime organisé et le terrorisme. Après le Timor oriental et, l'an dernier, le déploiement de plus de 2.000 hommes aux îles Salomon en proie à la guerre civile, c'est maintenant le tour de la Papouasie, avec le soutien des autorités locales. Mais des responsables australiens reconnaissent que la tâche sera plus difficile dans cette ancienne colonie de Canberra de plus de cinq millions d'habitants.

"C'est très différent de la mission aux Salomon et il faudra beaucoup plus de temps pour obtenir des résultats", déclare un diplomate australien participant à l'opération. Les problèmes vont de la répression de puissants gangs qui font régner la terreur à Port Moresby et dans d'autres villes, aux affrontements tribaux sur les hauts plateaux, en passant par le séparatisme sur l'île de Bougainville. La Papouasie est riche en ressources naturelles -- on l'a parfois décrite comme une montagne d'or flottant sur un océan de pétrole -- mais l'essentiel de sa richesse est perdue dans les méandres d'un gouvernement qui ne fonctionne pas et est miné par des rivalités de tribus et factions. Les dépenses de santé y sont inférieures à 30 dollars par an et par habitant, contre 191 dollars au Botswana, selon la Banque mondiale. La durée de vie moyenne ne dépasse pas 56 ans. "Le délabrement des services publics est difficile à imaginer. Vous avez des postes de police sans meubles, sans téléphone, sans voiture ni essence, sans rien pour faire quoi que ce soit", déclare Hugh White, ex-secrétaire général adjoint du ministère australien de la Défense et directeur actuel de l'*Australian Strategic Policy Institute*.

Résultat, la Papouasie "est l'un des pays les plus dangereux du monde", selon l'*Economist Intelligence Unit*. Autre conséquence, le sida est en train d'y prendre une proportion catastrophique. Un habitant sur 100 est séropositif et le nombre s'accroît de 20% par an, soit 150 nouveaux cas par mois, selon Shigeru Omi, le directeur régional de l'Organisation mondiale de la santé. "La Papouasie-Nouvelle-Guinée s'achemine vers le niveau d'épidémie de VIH/sida que nous connaissons aujourd'hui en Afrique sub-saharienne", dit-il.

Dans ce contexte, les dirigeants du pays ont répondu favorablement à l'initiative australienne, d'autant que l'économie donne des signes de redémarrage après trois ans de récession.

Christian Huber

3 – Quelles voies de développement ?

Globalement, les pays océaniques indépendants ne peuvent lutter dans la cour des Grands. Ils n'ont pas les reins assez solides et manquent d'argent, de « cerveaux », d'infrastructures.

La voie traditionnelle : agriculture et pêche de subsistance. Insuffisante.

Les pays océaniques vivent essentiellement de l'agriculture ou de la pêche de subsistance, qui suffisent à peine à nourrir les populations et qui ne sont pas pourvoyeurs des devises nécessaires au fonctionnement de l'économie de marché dans laquelle ils s'inscrivent nécessairement, même à la marge.

La mise en valeur des richesses naturelles a ses limites...

Le développement économique passe alors par la mise en valeur des richesses naturelles, comme la mer, la forêt ou les gisements de cuivre, d'or, d'hydrocarbures... Mais ces petits pays n'ont pas les finances suffisantes pour en assurer l'exploitation et confient celle-ci à des multinationales étrangères, pour l'essentiel australiennes. Le néo-colonialisme se met alors en marche : diktat des grandes sociétés, pillage des ressources, mais aussi peaux de vin, corruption pour obtenir les marchés ou les licences d'exploitation... Parfois de fortes réactions de rejet de la part des populations locales viennent gripper le mécanisme et les exemples sont nombreux de sociétés qui au bout du compte ont dû plier bagage suite au climat hostile dans lequel elles devaient travailler.

Les malheurs des sociétés australiennes en Papouasie Nouvelle-Guinée...

L'Australie a particulièrement investi dans le secteur minier en Papouasie Nouvelle-Guinée, obéissant à une logique néo-colonialiste qui l'a conduit à un pillage des richesses au mépris des intérêts des populations en place qui ont fini par se rebeller. Cette insécurité s'est amplifiée avec la guerre de sécession de Bougainville, qui a obligé la société australienne *Conzinc Riotinto Australia* (CRA) à fermer l'énorme gisement de cuivre de Panguna. Ailleurs dans le pays, l'insécurité a conduit la même société, CRA, à fermer en 1993 le site aurifère de Mount Karé qu'elle avait ouvert en 1990. Dans un autre registre, à Ok Tedi (la plus grande mine de cuivre du monde), la BHP Billiton (*Broken Hill Proprietary Billiton*) a dû stopper toute activité, pour avoir provoqué, par manque de précautions, un désastre écologique sans précédent dénoncé par la communauté internationale. Ailleurs encore, à Porgera, la même BHP Billiton a fini par revendre ses parts à une société canadienne. Par contre, les Australiens se maintiennent dans de nombreux autres sites, comme celui du gisement d'or de Tolukuma, situé à 100 km au nord de Port Moresby et à plus de 2 000 mètres d'altitude. Tolukuma est un énorme gisement d'or exploité depuis 1995 par l'*Empire Mining Limited*, dont le siège est à Spring Hill, dans la banlieue de Brisbane.

Michel Lextreyt, *L'Australie*, Au Vent des Îles, 2010

Et le tourisme aussi

Le tourisme obéit à des règles similaires. Le développement touristique passe par la construction de grands hôtels et par l'ouverture de liaisons aériennes que seules peuvent assurer les grandes firmes multinationales. Là encore, une partie des bénéfices échappe au pays d'accueil.

Le tourisme à Fidji : entre les mains des compagnies internationales ?



Les grands hôtels sont nombreux à Fidji. Ils sont situés soit sur Suva et autour de Nandi, soit sur la Côte de Corail.

« La plupart des grands *resorts* appartient à des compagnies internationales. Le gouvernement joue un rôle mineur en cette affaire. Ces hôtels de luxe appartiennent à des chaînes connues dans le monde entier comme Regent, Shangri-la, Hilton, le groupe Sheraton ou, moins cotés, Courtesy Inn ou Travelodge... »

Le tourisme rapporte plus que le sucre, mais 45 % des gains quittent le pays comme profits réalisés par les chaînes hôtelières internationales ou en dépenses de produits à l'importation... »

Donnelly, Quanchi, Kerr, *Fidji in the Pacific*, The Jacaranda Press, 1994

Par ailleurs, le tourisme est un secteur économique fragile, très lié au contexte politique ou économique intérieur ou international. En cela, Fidji est un exemple parfait. Le chiffre de la fréquentation touristique de l'archipel fidjien s'est effondré à partir de 2006, de par les effets conjugués de la crise mondiale à l'extérieur et de l'installation de la dictature à l'intérieur (boycott de la part des principaux pays émetteurs, l'Australie et la Nouvelle-Zélande).

Les niches

D'autres solutions s'offrent aux petits pays indépendants de la région. Ce sont ce que l'on appellera les « niches », à moins qu'ils n'aient recours, sous des formes variées à l'aide extérieure. Les pays océaniques indépendants ont fait preuve souvent de beaucoup d'imagination pour subvenir à leurs

besoins financiers. Il faut dire que vu leur taille le moindre revenu est bon à prendre et pèse tout de suite sur le budget. On passera en revue ci-dessous quelques voies originales...

Nauru fait feu de tout bois

Lorsque les gisements de phosphate s'épuisent au début des années 1990, il s'avère que les investissements immobiliers se révèlent infructueux et que les caisses de l'État ont pratiquement été vidées par le détournement de fonds et la corruption. Confrontée à une grave crise économique, l'île voit les présidents se succéder, tentant de remplir les caisses de l'État tandis que les saisies se multiplient. N'ayant aucune autre ressource que celle qui est en train de s'épuiser, ils font le choix du blanchiment d'argent, de la vente de passeports, de l'accueil de réfugiés demandant l'asile en Australie et jugés indésirables dans ce pays (la « solution du Pacifique »), et vraisemblablement du monnayage des votes aux Nations unies à partir du moment où Nauru y adhère en 1999 et à la Commission baleinière internationale lors de son admission en 2005. Depuis 2004, une nouvelle majorité déclare cesser les activités qui font de Nauru un paradis fiscal et lancer des plans de restructuration de l'économie nauruane.

Vanuatu plaide pour le paradis fiscal

Pourquoi investir au Vanuatu ?

Il est rare de trouver un tel mariage de paradis fiscal et tropical comme il existe au Vanuatu.

Le pays peut se targuer d'être un paradis fiscal hors du commun, caractérisé par des traits uniques comparé aux autres centres financiers:

Il n'y a pas d'impôt sur le revenu au Vanuatu, pas d'impôt retenu à la source, pas d'impôt sur les plus values, pas de droits de succession ou de contrôle des changes. L'argent est facilement transférable dans toutes les devises principales, et il n'est pas nécessaire de déclarer les mouvements de fonds.

- Le Centre Financier de Vanuatu existe depuis plus de 30 ans, bien plus longtemps que bon nombre de ses concurrents. Il est doté d'une infrastructure bien établie, constituée d'avocats, d'experts-comptables, de sociétés fiduciaires et de banques et ceci lui permet d'offrir aux investisseurs un service sûr et de haute qualité, "sur le champ".
- Le pays a un environnement multiculturel unique. Ceci est un héritage des temps du Condominium avant son indépendance en 1980 quand il a été gouverné à la fois par la France et la Grande-Bretagne. Il y a trois langues officielles, l'anglais, le français et le bichelamar.
- Il y a de vastes étendues de terres non-cultivées. Près de la moitié des terres du Vanuatu ont un excellent potentiel agricole.
- La main d'œuvre non qualifiée ne manque pas au Vanuatu et il y a un nombre croissant d'ouvriers qualifiés. Le prix de la main d'œuvre est encore peu élevé.

Le Gouvernement est particulièrement intéressé à encourager l'investissement dans le tourisme, l'agriculture, la pêche, la sylviculture et les produits du bois. L'idée dominante du Gouvernement est d'encourager les industries à main d'œuvre intensive, utilisant des produits locaux pour être moins tributaire des importations.

Le pays a vraiment besoin d'investissements non seulement pour moderniser les hôtels qui existent mais aussi pour construire de nouveaux hôtels et pour développer l'infrastructure touristique dans son ensemble.

D'autre part, notez également que les divers experts-comptables et avocats de ce paradis fiscal peuvent toujours trouver des façons et des moyens de réduire l'impôt sur le revenu que vous pourriez payer à l'étranger (si, pour quelque raison qui nous échappe, vous voulez toujours vivre dans un pays accablé de taxes). Le Centre Financier de Vanuatu est spécialisé dans l'art de rogner jusqu'au minimum les taxes que vous êtes appelé à payer dans votre pays de résidence. Aussi, si vous avez un moment de libre pendant votre séjour au Vanuatu, n'hésitez pas à venir consulter un de nos experts.

Site Internet « Destination Vanuatu »

Tuvalu : la location de domaine Internet... et ses problèmes

Le nom de domaine .tv a été ouvert à toutes les compagnies de tous les pays par le gouvernement des Tuvalu.

Ce nom de domaine est très populaire. TV étant l'abréviation de télévision dans plusieurs langues.

En 2000, la gestion et la vente du nom de domaine ont été cédées par le gouvernement des Tuvalu à la société dotTV, une filiale de VeriSign, pour 12 ans en échange de 50 millions de dollars américains. Cette vente a apporté d'importants revenus au micro-État, qui était, avant la vente du domaine, l'un des pays les plus pauvres au monde. La société dotTV est détenue à 20 % par le gouvernement des Tuvalu.

Mais la manne financière engendrée par cette vente est un sujet de controverses dans le pays. Une partie de la population locale s'élève contre cette pratique, car de nombreux sites du domaine sont des sites à caractère pornographique. La majorité de la population étant de confession chrétienne, cet argent est considéré comme étant impur.

Malgré les controverses, l'argent récolté a permis d'améliorer les infrastructures routières

Les ventes de voix à l'ONU

La Chine apparaît comme un des grands acteurs en Polynésie, Mélanésie et Micronésie. Elle y offre son aide financière et son assistance technique. Mais elle y met une condition : les pays aidés ne peuvent maintenir de relations diplomatiques avec

Taiwan. De son côté, Taiwan fait ce qu'il peut, dépensant annuellement des dizaines de millions de dollars, pour acheter la reconnaissance des petits États du Pacifique contre la cessation immédiate des relations des pays concernés avec la Chine. Le choix des petits États du Pacifique n'est pas un choix idéologique. Il est uniquement motivé par des intérêts financiers. La Chine et Taiwan pratiquent la « politique du chéquier ». À ce jour, Samoa, Tonga, les îles Cook, Niue, Fidji, Vanuatu, les États fédérés de Micronésie et la Papouasie-Nouvelle Guinée, ainsi que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, sont avec la Chine, alors que Palau, les îles Marshall, Kiribati, les îles Salomon, Nauru et Tuvalu sont avec Taiwan. Plusieurs nations jonglent avec ces alliances, allant vers le plus offrant, comme le Kiribati qui est passé de la Chine à Taiwan.

Par André VLITCHEK (le 19 avril 2007) Les îles du Pacifique : avec qui allons-nous dormir cette nuit ?

La rente stratégique

Seules les bases militaires, en particulier celle de Kwajalein (îles Marshall), spécialisée dans la réception des missiles lancés par les États-Unis depuis la Californie, restent rémunératrices. Les revenus compensatoires aux expérimentations nucléaires américaines (de Bikini et Eniwetok) et françaises (Moruroa et Fangataufa) apportent aussi pour un temps une stabilité budgétaire importante... Mais rapidement la rente stratégique des petits pays insulaires risque de décliner... Depuis la signature par la France et les États-Unis du traité de dénucléarisation du Pacifique Sud rédigé à Rarotonga (îles Cook) en 1985, la sanctuarisation du Pacifique peuplé semble acquise.

Jean-Pierre Doumenge, Evolution géopolitique et stratégique du pacifique insulaire... 2002.

Les aides

Pour beaucoup de pays indépendants de la région, les solutions traditionnelles comme les options plus originales ne peuvent suffire à leur développement. Trop petits, sans ressources propres, trop isolés... Leur salut passe alors par l'aide extérieure...

Un exemple d'aide : les îles Palaos.

20 000 habitants seulement habitent les Palaos, pays qui ne produit quasiment rien. Or, le PNB par habitant des Palaos est de l'ordre de 10 000 dollars par an, essentiellement dû aux aides conjuguées des États-Unis, du Japon et de Taiwan. Bien qu'aucun document officiel ne le prouve, il est raisonnable d'estimer que Taiwan participe pour la moitié à ce PNB par habitant (5 000 dollars). Depuis 1999, Taiwan a donné environ 100 millions de dollars, se répartissant ainsi : 3 millions pour la construction d'un centre de conférences, 2 millions pour le Musée national, 15 millions pour l'extension de l'aéroport, 20 millions pour la construction de la nouvelle capitale, Melekeck, 1 million pour la rénovation des écoles...

D'après un article de Wikipedia sur les îles Palaos

Aide financière et transferts. Le système MIRAB

Avant tout, les pays de l'Océanie intertropicale s'inscrivent, quels qu'ils soient et à des degrés divers, dans un système d'aide financière, à laquelle contribuent à leur mesure l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui ne sont pas les premiers bailleurs de fonds en ce domaine. Ce système d'aides est assez bien résumé dans ce que deux chercheurs anglo-saxons, Bertram et Watters, ont appelé le système MIRAB : M comme *migrations* (émigration des jeunes actifs vers les pays riches), R comme *remittances* (mandats envoyés par les travailleurs émigrés à leurs familles), A comme *aid* (aide internationale multilatérale et bilatérale), B comme *bureaucracy* (poids important de l'administration dans les emplois, financés par l'aide internationale)... Certains ont également proposé le sigle MIRAGE, qui s'obtient en remplaçant *Bureaucracy* par *Government expenditure*, sans doute plus explicite.

On peut distinguer plusieurs formes d'aides et de transferts :

- le binôme *Migrations / Remittances*, qui est élevé à l'état d'institution par un certain nombre de petites entités de Polynésie centrale dont c'est la principale source de revenus (voir dossier).

- les aides bilatérales, qui sont les plus fréquentes et les plus conséquentes. Elles sont fournies par les métropoles (France, États-Unis) ou les anciennes métropoles (Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande, Australie) sous forme de contrats de plans. Elles se caractérisent par des transferts financiers qui peuvent être très importants (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Guam, par exemple) ou par l'envoi de personnels qualifiés (techniciens, fonctionnaires) rémunérés par la puissance protectrice. On notera que dans ce volet ce ne sont pas, et de très loin, les puissances océaniques qui investissent le plus. Australie et Nouvelle-Zélande se caractérisent même par une assez grande frilosité. Quant aux États-Unis ou à la France, le volume de leur contribution est (ou a été) à la mesure de leur volonté de se maintenir dans la région, entre autre pour des raisons stratégiques (essais nucléaires, bases de lancement de missiles, stations de surveillance, richesses naturelles, etc.). Cette présence a un prix, élevé. Les pays insulaires passent aussi des accords ponctuels avec certains pays asiatiques, comme la Chine par exemple (c'est la Chine qui a financé en grande partie les installations sportives construites à Suva pour accueillir les Jeux du Pacifique de 2003.)

- les aides multilatérales, qui sont un complément aux aides bilatérales. Moins importantes, elles portent sur des projets et répondent souvent à des demandes précises. On retrouve ici les contributions de la France, du Royaume-Uni, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande dans le financement des actions de la Communauté du Pacifique ou du Forum, ou bien l'Union européenne qui soutient les programmes de développement dans le cadre du FED.

Michel Lextreyt, L'Océanie en tant qu'interface

Un exemple d'aide bi(tri ?)latérale (AusAid et NZAid au Vanuatu)



Affiche à Luganville (île de Santo, Vanuatu) attestant de l'aide australienne et néo-zélandaise (AusAid et NZAid) pour la construction d'un dispensaire pour enfants. Noter l'inscription en jaune, en bislama (photo Lextreyt).

Les aides : impact et conséquences

Une délégation chinoise a été accueillie par le Premier ministre samoan, Tuilaepa Sailele Malielegaoi, « *Le gouvernement et le peuple samoans souhaitent remercier la Chine pour son aide dans la construction des installations sportives exceptionnelles réalisées pour les XIIIe Jeux du Pacifique qui se tiendront en août 2007* » a dit en substance le Premier ministre.

La Chine a envoyé également des techniciens et des entraîneurs pour ces Jeux. Mais le sport n'est pas le seul domaine dans lequel la Chine accorde une assistance à ce pays de 180 000 habitants. Elle a construit également plusieurs bâtiments gouvernementaux dans la capitale samoane, Apia.

Pour beaucoup de pays du Pacifique, l'aide étrangère est un business majeur et très lucratif, qui ne coûte pas très cher à la puissance donatrice. Par exemple, 20 000 habitants seulement habitent Palau, pays qui ne produit quasiment rien. Or, le PNB par habitant de Palau est de l'ordre de 8 000 dollars par an, essentiellement dû aux aides conjuguées des États-Unis, du Japon et de Taiwan. Bien qu'aucun document officiel ne le prouve, il est raisonnable d'estimer que Taiwan participe pour la moitié à ce PNB par habitant (4 000 dollars). Depuis 1999, Taiwan a donné environ 100 millions de dollars, se répartissant ainsi : 3 millions pour la construction d'un centre de conférences, 2 millions pour le Musée national, 15 millions pour l'extension de l'aéroport, 20 millions pour la construction de la nouvelle capitale, Melekeck, 1 million pour la rénovation des écoles...

Ces aides sont dangereuses. Elles provoquent la montée de la corruption au plus haut niveau (on achète les dirigeants pour qu'ils changent de bord) et favorisent le maintien au pouvoir de systèmes féodaux, par lesquels passe l'argent. Les récentes émeutes dans de nombreux pays de la région sont révélatrices de la colère des populations conscientes de ne bénéficier que des bribes de cette aide qui ne fait que renforcer les pouvoirs et la richesse de la minorité privilégiée qui gouverne.

Par André Vltchek- (le 19 avril 2007) Les îles du Pacifique : avec qui allons-nous dormir cette nuit ?

Une aide déguisée : les retours de salaires des expatriés. L'exemple de Samoa : mobilité, tradition et adaptation

La demande en immigrants a été forte en Nouvelle-Zélande au cours des années 1960. Les premières migrations des Samoans ont été individuelles. Mais leur importance a fait que, dans les années 1970, presque toutes les familles samoanes avaient déjà des parents installés en Nouvelle-Zélande. Avec la crise pétrolière, l'immigration a été limitée. Elle l'est encore aujourd'hui par des quotas.

En 1966, 8 % des Samoans vivaient outre-mer. Ils étaient 16 % en 1975 et 33 % dans les années 1980, répartis sur 30 nations différentes. Aujourd'hui, ce sont 200 000 Samoans, nés à Samoa, qui vivent à l'étranger.

Les raisons qui poussent les Samoans à migrer sont liées à la poursuite des études, au désir de découvrir un autre milieu que l'on pense plus attractif, à la volonté de gagner de l'argent pour aider la famille. Ce dernier point est important. Les migrations de travail permettent de rapatrier une partie des salaires sur Samoa (phénomène de « *remittance* »). Les sommes récupérées représentent plus du tiers des revenus du pays !

Mais cette attirance vers l'extérieur crée une déstabilisation sociale. Les jeunes veulent partir en grand nombre. Ceux qui ne peuvent le faire l'acceptent mal et on a noté un accroissement de la consommation d'alcool, de la délinquance et des suicides. Ce contact avec l'extérieur fait également que l'on supporte moins le cadre social traditionnel largement dominé par les chefs (les matai) dont l'autorité est discutée.

D'après Deborah Gough, Graduate Journal of Asia-Pacific Studies

Les aides peuvent avoir un coût, celui de l'ingérence...

... Le sous-sol papou recèle d'importantes ressources minières (or, cuivre) et énergétiques (pétrole) qui en font un enjeu pour les multinationales. Celles-ci ont tout intérêt à ce que le calme et la sécurité y soient rétablis. Comme les capitaux australiens sont particulièrement représentés dans cette affaire, on comprend que l'ancien colonisateur se montre soucieux du maintien de son influence dans cette région du globe et s'implique

directement dans les affaires intérieures de la Papouasie Nouvelle-Guinée, même si la complexité de la situation et l'insécurité chronique ne rendent pas les choses faciles (voir document).

L'Australie a lancé un programme d'aide de cinq ans qui se donne pour objectif de ramener l'ordre dans le pays. Cette opération doit coûter 900 millions de dollars australiens et suppose l'intervention directe de quelques centaines de militaires et de policiers qui ont pour tâche prioritaire de lutter contre les gangs urbains et de réduire les affrontements tribaux, nombreux sur les hauts plateaux. Ce rétablissement de l'ordre est jugé nécessaire pour que soit prolongée l'aide technique et financière australienne diligentée entre autres par AusAID, l'organisation australienne d'aide au tiers-monde. On est ici dans la logique de l'aide sous condition (autrement appelée « politique d'ajustement structurel ») qui permet l'ingérence des grandes puissances dans les affaires intérieures des pays du tiers-monde afin de contrôler l'utilisation et l'efficacité de ce qu'elles donnent.

On notera que, malgré les difficultés actuelles, des liens économiques étroits sont entretenus entre le gouvernement papou et les milieux d'affaires australiens. On en veut pour preuve l'activité de l'APNBC, un bureau d'affaires indépendant qui s'est donné pour tâche de favoriser les investissements australiens en PNG et de développer le commerce entre les deux États.

Michel Lextreyt, *L'Australie*, Au Vent des Îles, 2010